

Contribution à la critique des doctrines raciales en France

Des origines à nos jours

« Eugénisme : science de l'amélioration de la race, qui ne se borne nullement aux questions d'unions judicieuses, mais qui, particulièrement dans le cas de l'homme, s'occupe de toutes les influences susceptibles de donner aux races les mieux douées un plus grand nombre de chances de prévaloir sur les races les moins bonnes. »

Francis Galton, fondateur de l'eugénisme scientifique, 1883.

Les paragraphes qui suivent n'ont rien d'original, ni d'exhaustif. Ils rappellent des banalités de base de la critique, concernant les origines des doctrines racistes modernes, y compris celle qui est portée aujourd'hui par les idéologues du Parti des indigènes de la République (PIR) sous drapeau « *décolonial* ». En règle générale, les individus et les cercles, même radicaux, hostiles à juste titre aux prises de position du PIR, y voient des résurgences des doctrines raciales de Gobineau, voire de celles d'Hitler, ce qui est pour le moins restrictif. Car, comme le soulignait déjà Léon Poliakov, en 1971, dans *Le Mythe aryen*, à la suite du « *cataclysm hitlérien* » des notions aussi répandues depuis l'époque des Lumières que « *la supériorité civilisatrice occidentale* », « *le plus souvent conçue comme congénitale, voire aryenne* », furent en partie mises à l'index. Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, elles furent presque exclusivement attribuées à des idéologues nazis, ou proto-nazis. Par suite, l'histoire du racisme en Europe, y compris celle du racisme justifié par la science, et même intégré et développé par celle-ci, fut presque totalement refoulée et refondue : « *Sans doute par honte ou par peur d'avoir été racistes, les Occidentaux ne veulent plus l'avoir été et délèguent à des figures mineures, telles que Gobineau et Houston Chamberlain, la fonction de boucs émissaires* », remarquait Poliakov. J'ajouterai aussi, concernant la France, par désir de défendre mordicus ce qui constitue l'une des bases de l'État nation hexagonal, à savoir le prétendu universalisme issu des Lumières et le scientisme qui en est partie intégrante.

Cette négation de l'histoire du racisme républicain, y compris sous couverture marxiste, fut, dès la Libération, particulièrement assumée et propagée par le parti communiste français, installé jusqu'au sein de l'université, sous la houlette de Maurice Thorez, « *premier stalinien de France* » et ministre d'État, puis sous celle de ses successeurs. Ce qui était en phase avec l'apologie générale de la démocratie au sortir de la boucherie mondiale, présentée comme la meilleure forme possible d'État ou, du moins, comme le moindre mal face au fascisme. En France, la réécriture de l'histoire profane du racisme est, en quelque sorte, devenue la doxa officielle depuis des décennies, ventilée et rabâchée jusqu'aux bancs de l'école primaire au point qu'elle intoxique, à leur insu, bon nombre de révoltés, adversaires de l'État républicain. Le degré d'intoxication est tel que, parfois, ils nient l'importance prise aujourd'hui par les doctrines raciales recyclées qui, en règle générale, n'apparaissent pas comme telles, mais sous de multiples costumes plus présentables, y compris sous les blouses blanches de chercheurs, qui brisent des lances contre les remontées du racisme d'antan, représenté par des cercles néo-fascistes tels que le Club de l'horloge. En la matière, l'absence de lois raciales, et même la condamnation par la loi républicaine des propos racistes relatifs, entre autres choses, à la hiérarchie à établir entre races – mais pas du terme de race lui-même toujours inscrit dans la Constitution –, joue le rôle de feuille de vigne couvrant l'extension du racisme démocratisé à tous les étages de la pyramide sociale et étatique. C'est pourquoi il me semble nécessaire de revenir sur la généalogie des doctrines raciales en France pour en saisir le sens, l'ampleur et ne pas les limiter aujourd'hui à des avatars d'idéologies rétrogrades, fascistes, voire religieuses. Bien que celles-ci n'aient pas disparu par magie et réapparaissent au grand jour,

parfois amalgamées aux doctrines progressistes, voire modernistes et post-modernistes. Ce qui est le cas en France, en particulier du côté du PIR de façon caricaturale.

L'État, l'universalisme et le racisme

Aujourd'hui encore, le préjugé selon lequel les Lumières françaises auraient été étrangères, voire hostiles, aux doctrines raciales de leur époque reste très répandu, y compris du côté des héritiers marxistes et post-marxistes de l'universalisme républicain. Bien sûr, les plus conservatrices d'entre elles sont nées, dès l'aube du XVIII^e siècle, au sein même de l'aristocratie, en réaction aux prétentions croissantes du tiers-état, et même à celles de l'absolutisme, chose signalée par Montesquieu dans *L'Esprit des lois* dès 1748. En 1734, c'est Boulainvilliers, dans *L'Essai sur la noblesse de France*, qui formalisa le mieux l'idée que la lutte de castes était aussi lutte de races, idée reprise presque à l'identique par Gobineau, bien plus tard, en 1853, dans *L'Essai sur l'inégalité des races humaines*. Dans l'optique aristocratique, pour ne pas dire féodale, de Boulainvilliers, la caste dominante en France était l'héritière de la race franque qui, par la conquête, avait assis sa domination sur les diverses castes autochtones composant la mosaïque des peuplades du futur royaume de France, assimilables pour l'essentiel à la race gauloise. Pour lui, le tiers-état était l'héritier des Gaulois asservis, à juste titre, par les Francs.

Les Encyclopédistes, puis, après la prise de la Bastille, les doctrinaires républicains comme Sieyès, reprirent en partie à leur compte l'interprétation raciale-sociale de l'histoire de France, mais en la retournant contre l'aristocratie et en la combinant aux conceptions universalistes et étatistes propres aux idéologues bourgeois, en gestation depuis la fin du XVII^e siècle. Dans la tête de Sieyès, la prise du pouvoir par la Convention, fondatrice de l'État nation républicain, et la liquidation du pouvoir royal étaient justifiées non seulement par le mythe de la souveraineté du peuple et aussi par celui des origines gauloises du même État. Dans *Qu'est-ce que le tiers-état ?*, il appelle même le « *peuple souverain* » à renvoyer « *dans les forêts de Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à des droits de conquête* ». Il suffit de lire les discours de Saint-Just justifiant le régicide – « *Louis, étranger parmi nous* » –, pour saisir l'importance de cette généalogie imaginaire de l'État hexagonal. Elle conduisait déjà la Convention à distinguer, derrière les appels à la citoyenneté universelle contre les « *tyrans* », les « *véritables citoyens* » de souche française des autres, considérés comme des pièces rapportées. Au cours du XIX^e siècle, des historiens libéraux, comme Augustin Thierry, voire républicains, comme Jules Michelet, reprirent sans la moindre distance les mêmes mythes relatifs à l'origine de la lutte pour le pouvoir mené par le peuple français, l'archétype, à leurs yeux, du peuple révolutionnaire, contre l'aristocratie et la monarchie, lutte présentée comme modèle de portée universelle et indépassable.

L'État, l'utopisme et le racisme

Il est donc absurde, voire dangereux, de prendre encore aujourd'hui comme fil directeur la prétendue opposition entre l'universalisme issu des Lumières françaises, même sous pavillon révolutionnaire, et les diverses doctrines raciales de l'époque qui en furent, à des degrés divers, partie intégrante, y compris parfois celles d'origine aristocratique réinterprétées au goût du jour par les apôtres du jacobinisme. De même, il est absurde et dangereux d'opposer la notion considérée comme universelle d'espèce humaine, à titre d'ultime valeur refuge indiscutable, aux multiples notions particulières qu'elle peut parfois inclure, telles que celle de races humaines. C'est l'ensemble de la taxonomie moderne créée à l'époque par Carl Linné, présentée dans *Le Système de la nature* en 1758, taxonomie recyclée et adaptée aux nécessités de l'heure jusqu'à aujourd'hui, y compris par les généticiens, qui est critiquable. Pas seulement la catégorie de « *variétés* », pour reprendre les termes de Linné concernant les races. En effet, loin de représenter quelque présumé ordre naturel, la taxonomie, fixiste à l'époque, était calquée sur l'ordre social effectif, comme le sont toutes les représentations propres à la science. Ce qui reste le cas des avatars évolutionnistes qui en découlent encore, amalgamés aux axiomes de la génétique moléculaire attribuant à l'ADN nucléaire – la

macromolécule contenue dans le noyau des cellules – le rôle de porteur du « *programme* » nécessaire à la constitution de la vie. Du moins selon l'interprétation cybernéticienne du génome qui a encore cours en biologie moléculaire.

En France, au lendemain de la chute de l'ancien régime, la taxonomie ne faisait que sanctifier la hiérarchie spécifique à la société bourgeoise alors en gestation, présentée, dans l'optique de ses idéologues, comme le meilleur des mondes naturels possibles. Ainsi, la consolidation de l'État nation incluait celle du système colonial hérité de la monarchie, secoué, dans les Antilles françaises, par des révoltes d'esclaves. A l'exception notable de Condorcet et de membres de la Commune insurrectionnelle, comme Chaumette qui, à la tête de sections de sans-culottes, comprenant des esclaves affranchis, exigea de la Convention la fin de l'esclavage dans les colonies, l'immense majorité des conventionnels en demandait le maintien. Même des hébertistes comme Cloots, « *l'orateur du genre humain* », alors même que, d'origine prussienne, il était citoyen d'honneur et éligible à la Convention, partageait l'opinion de celle-ci au nom de la défense de la révolution nationale contre « *les despotes* » qui, en Europe, voulaient l'anéantir et sous le prétexte que les « *racés d'esclaves n'étaient pas encore mûres pour la liberté et l'égalité* ». C'est le même universalisme aux connotations gauloises, associé au culte du progrès, qui fut repris par des socialistes héritiers de la révolution française. Contrairement aux idées propagées encore aujourd'hui dans des cercles marxistes, à l'époque, la conception socialiste, et même communiste, de la lutte de classe n'excluait pas en principe celle de la lutte des races, pas plus que celle de lutte entre nations. L'universalisme avait donc lui-même des frontières, celles de l'Europe. De même que la prétendue classe universelle, celle des prolétaires industriels, portée aux nues par les communistes autoritaires. En particulier en France dans les sectes communistes adeptes de Saint-Simon.

Marx, et Engels à sa suite, a toujours prétendu qu'il était l'exécuteur testamentaire, certes critique, de Saint-Simon, « *fils de la Révolution française* ». En 1880, Engels va même, dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, l'une des pires brochures qu'il a rédigées, jusqu'à cirer les pompes de « *l'utopiste* » de façon odieuse, qu'il présente comme l'une des principales sources d'inspiration du marxisme. Je cite : « *Concevoir la Révolution française comme une lutte de classe entre la noblesse, la bourgeoisie et les non-possédants était, en 1802, une découverte des plus géniales. En 1816, il proclame la politique science de la production et il prédit la résorption entière de la politique dans l'économie. Si l'idée que la situation économique est la base des institutions politiques n'apparaît ici qu'en germe, le passage du gouvernement politique des hommes à une administration des choses et à une direction des opérations de production, donc l'abolition de l'État, se trouve déjà clairement énoncée ici. C'est avec la même supériorité sur ses contemporains qu'il proclame, en 1814, immédiatement après l'entrée des Alliés à Paris, et encore en 1815, pendant la guerre des Cent-Jours, l'alliance de la France avec l'Angleterre et, en deuxième ligne, celle de ces deux pays avec l'Allemagne comme la seule garantie du développement prospère et de la paix pour l'Europe. Prêcher aux Français de 1815 l'alliance avec les vainqueurs de Waterloo exigeait certes autant de courage que de sens de la perspective historique. »*

Je passe ici sur la conception de la disparition de l'État comme passage du gouvernement des hommes à l'administration des choses, déjà analysée par de multiples auteurs critiques comme Polanyi, utopie propre au capital et à l'État modernes, épaulés par le rôle accru que joue la technologie dans tous les domaines de la vie en société. En la matière, dans l'optique civilisatrice et scientiste de Saint-Simon, le progrès vers la paix universelle consistait essentiellement à imposer au monde la domination de l'Europe, à partir de la France, y compris par la guerre universelle menée par les « *racés européennes* » coalisées, « *supérieures* » à l'ensemble des « *racés inférieures* » parce que « *porteuses du progrès* ». Car, pour lui, comme pour nombre de ses prédécesseurs jacobins, les Français étaient les héritiers des vertus industrielles attribuées aux Gaulois qui devaient priver du moindre pouvoir les aristocrates parasites, issus des Francs. Par suite, les mêmes *Lettres de Genève* dont Engels fait le panégyrique, après la reprise par Saint-Simon de la conception de la lutte des classes mâtinée lutte des races façon Sieyès, stigmatisent « *les révolutionnaires français qui,*

faute d'avoir pris en compte les phénomènes raciaux enregistrés par les physiologistes, ont cru pouvoir établir que les Nègres étaient égaux aux Européens, ou le deviendraient grâce à l'éducation, et, de ce fait, ont préconisé d'abolir l'esclavage ». D'où la proposition, portée par Saint-Simon et Thierry quelques années plus tard, de faire la paix en Europe pour pouvoir la déclencher ailleurs contre les esclaves révoltés : « *Plutôt que de se faire la guerre, les Français et les Anglais devraient organiser des expéditions communes à Saint-Domingue pour exterminer jusqu'au dernier des Nègres qui ose porter la main sur des Européens.* » Comme le disait, avec humour, Poliakov dans *Le Mythe aryen*, Saint-Simon fut le créateur du « *socialisme à double détente* » !

L'État, le marxisme et le racisme

Concernant Thierry, Marx a toujours prétendu qu'il était « *le père de la conception de l'histoire comme lutte des classes* », affirmation qui laisse pour le moins rêveur dans la mesure où, même en 1840, dans *Les Lettres sur l'histoire de France*, donc après la révolution de 1830, Thierry l'interprète dans l'esprit des historiens libéraux, héritiers de Sieyès. Le mythe sur les origines racio-sociales du peuple français y occupe la place de choix. La position de Marx envers Thierry paraît inexplicable. Mais elle ne l'est pas plus que celle qu'il adopte envers Adam Smith, par exemple, le principal père fondateur de l'économie considérée comme science. Car la conception matérialiste de l'histoire est issue du progressisme, placé sous le sceau de l'hégélianisme et du scientisme. Ce qui signifie que le marxisme, même originel, reprenait en partie à son compte les conceptions raciales qui en étaient partie intégrante, avec des hésitations lorsque leur origine aristocratique était évidente. Bien sûr, Marx n'a jamais été partisan du racisme à la Gobineau, pas plus que Tocqueville ne l'était d'ailleurs, déjà parce que Gobineau le conservateur faisait l'apologie du système des castes, y compris des castes indiennes, et qu'il était donc hostile au progressisme et au démocratisme, bases de l'État moderne. Mais les doctrines raciales liées à l'évolutionnisme, en particulier celles liées au sélectionnisme de type darwinien, Marx et les marxistes n'avaient presque rien à leur reprocher. D'autant plus que, en France, les évolutionnistes les plus en pointe comme Gustave Le Bon penchaient vers l'athéisme, faisaient bien plus référence à Malthus, à Lamarck, à Darwin et à Spencer qu'à Gobineau, et que, loin d'appréhender les races dans les limites des « *sciences de la vie* », telle la biologie, ils y mêlaient des considérations tirées des « *sciences de l'homme* », telles l'anthropologie, l'ethnographie, la philologie, la psychologie et même l'histoire, comme l'affirmait Le Bon. Ces disciplines étaient marquées, à des degrés divers, par le racisme d'obédience scientiste.

En France, Le Bon fut d'ailleurs l'inventeur du terme de « *racés historiques* », créées à partir des « *racés originelles* » qu'il présentait lui-même comme « *hypothétiques* », après l'apparition du « *genre humain* », vu les migrations et les échanges multiples réalisés au fil du temps. Thèses raciales particulièrement développées, en 1897, dans *Les Lois psychologiques de l'évolution des peuples*. Le Bon était donc monogéniste, comme Gobineau d'ailleurs. Il n'empêche que, pour lui, la sélection, à la fois naturelle et sociale, à partir du tronc commun originel, avait fini par favoriser la constitution de « *racés supérieures* », porteuses du « *progrès humain* » et donc habilitées à l'imposer au monde, par la violence si nécessaire. Le mythe de l'hérédité des caractères acquis, y compris dans le domaine de l'intelligence, était partie intégrante de la pensée scientiste de l'époque et apportait évidemment de l'eau au moulin du racisme évolutionniste.

De telles idées sur l'origine et l'évolution des races étaient très répandues en Europe, y compris dans les cercles socialistes et communistes, en règle générale hostiles au conservatisme religieux, favorables à l'athéisme et souvent même à la colonisation planétaire entreprise à partir de l'Europe au nom du progrès et de la constitution, ou de la reconstitution, du même genre humain dans l'avenir. C'est pourquoi, toujours dans *Le Mythe aryen*, Poliakov, la bête noire des négationnistes sous pavillon marxiste dans les années 1970, rappelle que « *les fondateurs du socialisme scientifique ne pouvaient pas faire autrement que situer les "civilisés" moralement et intellectuellement au-dessus des "sauvages" précisément parce qu'ils se pliaient au verdict de la science de leur époque* ».

En effet, du côté du marxisme originel, les prises de position racistes, derrière le vernis universaliste et progressiste à la mode prolétarienne, ne manquèrent pas, à commencer par celles de Marx relatives aux Juifs. La liste des citations pourrait être longue. Mais je me contenterais ici d'en relever les plus caractéristiques, concernant l'acceptation, par les deux pères fondateurs du marxisme, de la doctrine de l'évolution propre au darwinisme, avec ce qu'elle implique de sélectionnisme dans le domaine de la détermination des particularités attribuées aux races et de la place à leur attribuer dans la classification linnéenne. Dans le genre, les positions d'Engels, partagées pour l'essentiel par Marx, relevaient presque de la caricature du darwinisme social. Voir, entre mille perles, *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État*, édité en 1884, dans lequel il affirme que « *c'est sans doute l'abondance de viande et de lait dans l'alimentation des Aryens et des Sémites, particulièrement ses effets favorables sur le développement des enfants, qui explique le développement supérieur de ces deux races par rapport aux autres.* » Ce qui expliquerait aussi que « *le cerveau des Indiens des pueblos du Nouveau-Mexique, presque entièrement nourri par des végétaux, est plus petit que celui d'autres peuplades* ». Ou encore *La Dialectique de la nature*, daté de 1892, dans lequel il prétend que, « *en reconnaissant l'hérédité des caractères acquis* », la science « *montre que l'objet de l'expérience peut être étendu de l'individu au genre* », de telle façon que les individus concernés peuvent, à des degrés divers, hériter, au sens de la biologie de l'époque, des « *capacités de leurs ancêtres* ». En conséquence de quoi, les « *axiomes mathématiques* » sont « *évidents* » pour des bambins européens, mais pas pour des « *Bushman africains ou des Aborigènes australiens* ».

Jusqu'à la fin de sa vie, en pleine période d'ascension du darwinisme social, Engels proféra les mêmes insanités, du genre « *les races sont des données économiques* » dans sa lettre à Borgius, de 1894, justifiant à l'avance les Lyssenko, Muller et autres généticiens communistes, adeptes de la transmission des prétendus caractères acquis, y compris par la sélection, le stockage et l'incubation des cellules germinales d'individus présumés supérieurs au reste de l'humanité, telles que les spermatozoïdes des prix Nobel ! Dans l'optique évolutionniste propre au marxisme, Engels, à la suite de Marx, annonça ensuite que les races seraient susceptibles de disparaître lors de l'avènement de la société communiste, grâce au brassage continu des populations et à l'extension de l'industrialisation au monde entier. Car, selon la célèbre formule de Marx, tirée de la *Préface à l'introduction à la critique de l'économie politique*, datée de 1858 : « *Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du processus social de la production. [...] Les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent dans le même temps les conditions matérielles propres à résoudre cet antagonisme. Avec ce système social, c'est donc la préhistoire de la société humaine qui se clôt.* » Mais en attendant que « *l'humanité entre dans le monde de l'histoire enfin consciente d'elle-même* », il fallait bien composer avec les doctrines évolutionnistes, même racistes, qui représentaient encore des facteurs de progrès, nécessaires bien que limités, face à l'obscurantisme millénaire. Remarquables sophismes de la conception matérialiste de l'histoire !

Par la suite, les maîtres à penser de la social-démocratie, tels que Karl Kautsky, ne firent que reprendre pour l'essentiel les mêmes thèses, adaptées aux avancées de la science et amputées, mais sans le dire, des conceptions les plus insoutenables du marxisme originel. Ainsi, avec l'apparition de la génétique mendélienne, à l'aube du XX^e siècle, et celle, concomitante, de la notion de mutation, depuis lors combinée à celle de sélection, les délires évolutionnistes sur la transmission des caractères acquis commencèrent à régresser, en partie du moins. Pour le reste, dans la mesure où le marxisme renouvelé avait toujours l'ambition de prendre appui sur la science, y compris sur la sociologie social-darwiniste alors à la mode, telles que celle de Ludwig Gumplowitz, Kautsky n'hésitait pas à affirmer, dans *Les juifs constituent-ils une race ?*, publié en 1914 : « *Des classes différentes peuvent acquérir un caractère racial spécifique. D'autre part, la rencontre de races différentes, dont chacune s'est spécialisée dans une occupation déterminée, peut avoir comme résultat que chacune de ces races occupe une position sociale différente au sein de la même communauté. Il peut se faire que la race devienne classe.* » Au plus, à la différence de Gumplowitz,

Kautsky reconnaissait que de telles races pouvaient être mises sur le même pied, à la mode de la démocratie en somme, là où l'auteur de *La Lutte des races* parlait de concurrence et de hiérarchie entre elles au nom de « *la survie des plus aptes* », dans l'optique darwinienne, d'origine malthusienne.

Kautsky était par excellence le mentor de l'immense majorité des leaders de la social-démocratie dite révolutionnaire et, à ma connaissance, aucun d'entre eux n'éleva la moindre critique contre ses thèses relatives aux races, Lénine compris. Lesquelles thèses perdurèrent dans le Komintern, en particulier dans celles relatives à la question nationale et coloniale, dès le II^e congrès mondial. Komintern créé, aux dires de Lénine, pour rompre avec les « *sociaux-traîtres* » comme Kautsky. Dans l'optique de Lénine, les prolétaires industriels des pays « *avancés* », reprenant des « *mains débiles de la bourgeoisie le flambeau du progrès universel* », devaient « *guider l'ensemble des races et des peuples* » des pays « *arriérés* » sur « *la voie de la révolution prolétarienne* », sans hésiter à tenir compte de leurs préjugés, y compris religieux et, parfois, à les utiliser. Ainsi, les membres du Komintern en Asie centrale pouvaient être musulmans. Ce qui fut, en fonction des aléas de la raison d'État, parfois reconduit par Staline. Il est à peine besoin de démontrer le côté paternaliste et raciste que renferment de telles thèses. Par la suite, les théoriciens du communisme des conseils, Pannekoek en tête, n'abordèrent jamais de front la question du racisme, même à l'époque de la prise du pouvoir par les nazis. Bordiga, en bon léniniste, rédigea, dans les années 1950, *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, dans l'esprit du maître, réédité en France, deux décennies plus tard, par ses adeptes, en parallèle à l'édition de *Auschwitz ou le grand alibi*, au grand dam des individus les plus lucides de l'époque. Par suite, il n'est guère étrange que des transfuges du marxisme aux couleurs palestiniennes, tels que Éric Hazan, fassent désormais l'apologie du PIR.

Les généticiens et le racisme

Avec l'acceptation, plus ou moins assumée, de l'universalisme issu des Lumières, va celle du scientisme, censé désormais apporter des preuves supplémentaires pour contrer le racisme. En particulier, pour pas mal d'individus et de cercles opposés au PIR, la notion de races stricto sensu relèverait de la biologie d'antan, que la biologie moléculaire, née à la fin des années 1940, aurait permis de balayer. Idée qui relève de la forfaiture pure et simple. Car, loin de dépasser les catégories raciales antérieures, la génétique moléculaire a juste permis de les refouler, de les digérer et de les régurgiter sous des formes plus présentables, intégrées à l'idéologie républicaine. C'est le cas, par exemple, dans les ouvrages de vulgarisation relatifs à la génétique des populations. Concessions à l'air du temps, dans les préfaces, des généticiens connus protestent contre le racisme. Puis, dans les chapitres suivants, les vulgarisateurs utilisent sans complexe des catégories aussi suspectes que celle de Caucasiens, datant de l'époque où fut, à la fin du XVIII^e siècle, inventé le mythe aryen par Blumenbach. Enfin, l'analyse de l'ADN humain, qui est d'ailleurs partielle, aléatoire et sujette à de multiples interprétations successives, voire contradictoires, au sein même du cénacle des généticiens, n'apporte aucune preuve de l'inexistence des races. Pas plus, par exemple, que l'analyse moléculaire de l'eau bénite est susceptible d'apporter la moindre preuve de l'inexistence de Dieu. Croire à de pareilles fadaïses, c'est déjà accepter, au moins en partie, la conception essentialiste, déterministe et réductionniste de la vie humaine propre aux adorateurs de l'ADN, la nouvelle entité immanente censée gouverner nos vies. C'est, de façon plus générale, reconduire les illusions scientistes issues des Lumières selon lesquelles les prétendues valeurs objectives de la science permettent d'anéantir les préjugés subjectifs. Comme si la science était a priori imperméable aux préjugés, préjugés racistes inclus, et n'en générât pas par elle-même.

En réalité, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'immense majorité des biologistes et des généticiens étaient eugénistes et même racistes sans le moindre complexe. C'est à partir de telles bases que les nazis purent pousser les délires scientistes à leur paroxysme et effectuer en gros et en détails leurs multiples expériences exterminatrices in vivo, dans l'indifférence quasi générale des chercheurs de l'époque. C'est seulement après la condamnation officielle d'Auschwitz par l'Unesco, à partir de la fin des années 1940, que les biologistes et les généticiens commencèrent à châtier leur

langage, en remplaçant, par exemple, le terme suspect de race par celui, plus neutre, de population, voire par celui d'ethnie emprunté à l'anthropologie. Depuis lors, en Europe, seules quelques poignées d'entre eux, considérés comme des nostalgiques du nazisme, défendent des positions ouvertement racistes. La plupart de leurs collègues sont des démocrates qui affirment que les races sont sociales, qu'il n'y a pas de hiérarchie à établir entre elles et que leurs extrapolations actuelles sur la relative homogénéité de l'ADN humain fourniraient enfin la preuve de l'inanité de la stricte séparation de l'humanité en races. Mais, à y regarder de plus près, leur ligne de défense commune consiste surtout à affirmer que la science, grâce à la cartographie d'échantillons de quelques dizaines de milliers de génomes individuels effectuée depuis à peine dix ans, repousse désormais l'idée de races pures. Comme si les doctrines raciales à la mode étaient réductibles à de telles caricatures antédiluviennes. Gobineau lui-même ne croyait pas vraiment à l'existence de telles races, sinon dans quelque passé lointain remontant au Déluge, races depuis lors « *corrompues* » par des millénaires de « *métissages* » cause de leur « *dégénérescence* ». Concernant l'ADN, rien n'exclut d'ailleurs que, dans le proche avenir, des analyses plus poussées et plus larges, en termes d'individus et de populations concernés, révèlent que leurs génomes respectifs sont bien plus hétérogènes qu'on ne le prétendait jusqu'alors. Ce qui commence déjà à pointer dans les dernières tentatives de modélisation du génome en cours. Voilà qui anéantirait d'emblée l'argumentaire scientifique sur lequel prennent appui les adeptes du progressisme hostiles au racisme.

Aujourd'hui, l'immense majorité des généticiens sont partisans de l'eugénisme préventif et contrôlé par l'État, par exemple via la prétendue médecine prédictive et individualisée destinée, à leurs dires, à « *améliorer le génome humain* ». Voire partisans du contrôle étatisé des migrations planétaires, auquel leurs recherches probabilistes sur l'ADN fournissent du grain à moudre. Comme l'affirma en 1996, dans *Qui sommes-nous ?*, le malthusien Cavalli-Sforza, chantre de la génétique des populations la plus sophistiquée, officiellement hostile aux doctrines raciales d'antan et organisateur, la même année, de la réunion au musée de l'Homme du gratin des généticiens stigmatisant la déclaration de Jean-Marie Le Pen sur l'inégalité des races humaines. Le même Cavalli-Sforza félicita l'État chinois post-maoïste, comme nombre de ses confrères, pour les mesures dictatoriales destinées à « *contrôler la qualité et la quantité des naissances* » et à « *contenir la démographie explosive des Chinois qui risquent de chasser le reste de l'humanité de son espace vital* » ! Le péril jaune, en quelque sorte. En réalité, ces beaux parleurs sont partisans, à des degrés divers, du racisme à visage humain qui, sous l'apparence d'études inoffensives sur « *les origines ancestrales des groupes humains* » et « *leurs répartitions géographiques en fonction des zones continentales* » – pour citer encore Cavalli-Sforza –, est le corollaire de l'eugénisme démocratisé et individualisé qui a le vent en poupe aujourd'hui. De plus, les plus connus et les plus médiatisés d'entre eux jouent le rôle de conseillers d'État, voire des rôles analogues auprès d'institutions mondiales comme l'ONU. Par suite, il n'est pas difficile de comprendre à quoi servent les comités de bioéthique auxquels ils participent, véritables écrans de fumée destinés à rendre acceptables toutes les mesures coercitives de l'État visant à contrôler et à punir les individus, à commencer par la constitution de fichiers de police.

En guise de conclusion

Telles sont les raisons essentielles pour lesquelles je trouve indéfendable la position, adoptée dans des milieux marxistes ou post-marxistes, ou encore par tel ou tel cercle anarchiste qui en accepte les prémisses, pour stigmatiser le racisme décomplexé du PIR. En résumé, donc, elle consiste, pour l'essentiel, à opposer l'universalisme présumé révolutionnaire, épaulé par la science, à titre de ligne de défense ultime, au particularisme, y compris à celui marqué par le racisme, sponsorisé par les idéologues du PIR et leurs supporters, ceux-ci parfois traités en bloc de post-modernistes.

Elle est indéfendable aussi pour deux raisons supplémentaires. Premièrement, les idéologues du PIR ne sont pas, hélas, des imbéciles. Ils savent à l'occasion faire référence aux thèses léninistes sur l'importance des « *facteurs nationaux, religieux et raciaux* » dans « *la lutte contre le colonialisme* » pour racoler des gauchistes et post-gauchistes hexagonaux à la recherche de sujets radicaux

« indigènes ». Deuxièmement, Michel Foucault lui-même commença à critiquer au cours des années 1970, dans les interventions au collège de France nommées *Il faut défendre la société*, l'idée de « races sociales » comme propre au « biopouvoir » et comme l'une des conséquences du « racisme d'État », né à l'époque de la prise du pouvoir par la bourgeoisie, puis repris et développé par le social-darwinisme. Je reproche beaucoup de choses à Foucault, mais sûrement pas ça ! Lorsque le PIR et ses aficionados, y compris tels ou tels adeptes tardifs du post-modernisme, reprennent à leur compte la notion de races sociales, ils révèlent au contraire dans quelle mesure ils restent subordonnés au corps de doctrine qui justifie l'existence de l'État nation. A l'image des doctrinaires comme Sieyès, ils retournent comme des gants les idéologies qu'ils sont censés combattre. Comme elles, ils assignent les individus à des catégories propres au monde de la domination du capital et de l'État, ici celle de races sociales.

Par suite, en prônant la lutte des races sociales et en soutenant à l'occasion telles ou telles études savantes sur les origines ancestrales, le PIR, en guise de rupture avec l'idéologie « blanche », en est revenu à quelque chose qui ressemble à la lutte des races de Gumplowicz, épaulée par le biologisme ! Récemment, j'ai cité, à l'occasion de polémiques menées contre le PIR, le passage suivant : « Certaines classes diffèrent entre elles par la nature des éléments ethniques qui se sont rencontrés pour former chacune d'elles. La différence entre ces classes se maintient facilement parce que, étant à la fois anthropologique et morale, elle permet aux classes et castes de se fermer sur elles-mêmes et de s'isoler les unes par rapport aux autres. » Les contradicteurs, futurs sociologues adeptes de la « déconstruction » à la mode de Paris VIII, trouvèrent la citation excellente et tentèrent de justifier le séparatisme qui règne dans des colloques récemment tenus à l'université et ailleurs. Or, la citation était tirée du *Précis de sociologie* de Gumplowicz, reprise par Kautsky, sans le moindre commentaire défavorable, dans *Évolution dans la nature et dans la société* en 1906. Gumplowicz, l'idéologue de la domination européenne sur le reste du monde et l'un des pères de ce que l'on appelle aujourd'hui l'ethno-différencialisme ! Beau progrès que celui réalisé par le PIR ! Lequel ne représente aucune menace pour l'État et joue seulement le rôle de contre-feu. C'est donc à ce titre qu'il est nécessaire de le combattre. Pas comme exception à la prétendue règle d'or de l'idéologie républicaine qui, nous venons de le voir, lui procure en partie non négligeable le stock des préjugés qu'il adapte à ses fins, haine des Juifs comprise. Dans le cas contraire, la critique du PIR et de ses acolytes, réduite comme peau de chagrin, risque d'apporter de l'eau au moulin des apôtres de l'État laïque et républicain. •

André Dréan

POUR CORRESPONDRE : NUÉE93@FREE.FR

BRÈVE BIBLIOGRAPHIE

- « Le Bréviaire de la haine, le III^e Reich et les Juifs », Léon Poliakov, 1951.
- « Le Mythe aryen, essai sur les sources du racisme et des nationalismes », Léon Poliakov, 1971.
- « Critique de la sociobiologie, aspects anthropologiques », Marshall Sahlins. 1978.
- « Raison utilitaire et raison culturelle, au cœur des sociétés », Marshall Sahlins, 1980.
- « Nous ne sommes pas programmés », Richard Lewontin, Steven Rose, Leon Kamin, 1985.
- « Biology as Ideology, The Doctrine of DNA », Richard Lewontin, 1991.
- « Histoire de la notion de gène », André Pichot, 1998.
- « La société pure, de Darwin à Hitler », André Pichot, 2000.